



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 04 MAI 2026

**mettant en demeure la société ARMBRUSTER
de respecter les prescriptions applicables à ses installations
situées Route de Saasenheim à RICHTOLSHEIM (67390)
AIOT 0006700579**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n° 2160 (Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable) ;
- VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 09 septembre 1998 autorisant la société ARMBRUSTER à exploiter des installations de stockage et de séchage de céréales (blé, maïs) sur le site de RICHTOLSHEIM ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection réalisée le 17 mars 2026 des installations exploitées par la société ARMBRUSTER implantée ROUTE DE SAASENHEIM 67390 Richtolsheim ;

CONSIDÉRANT que l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 09 septembre 1988 susvisé dispose que : « Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse. Les équipements permettant de limiter les émissions de poussières à l'atmosphère seront contrôlés régulièrement. Une mesure annuelle des rejets en poussières issus des séchoirs n° 1, n° 2 et n° 3 ainsi que de l'installation de manutention après le filtre à manches sera réalisée. Cette mesure sera effectuée par un organisme agréé, en période de fonctionnement maximal de ces installations. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection diligentée par l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2026, il a été constaté que la dernière mesure « air » faite par l'exploitant dans le cadre de son obligation de surveillance date de décembre 2017, ce qui est non conforme aux prescriptions précitées ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 09 septembre 1988 susvisé dispose que : « Les eaux pluviales provenant du site devront avant rejet avoir une teneur en hydrocarbures

totaux mesurée selon La norme NFT 90-114 inférieure à 10 mg/l. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection diligentée par l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2026, il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas d'éléments pour garantir une teneur en hydrocarbures totaux mesurée inférieure à 10 mg/l sur son site ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1 : prescriptions à respecter

La société ARMBRUSTER, dont le siège social est situé 68 RUE DE LOGELBACH 68000 Colmar, est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées ROUTE DE SAASENHEIM 67390 Richtolsheim, de respecter :

- dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1998 susvisé qui veulent que : *« Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.*

Les équipements permettant de limiter les émissions de poussières à l'atmosphère seront contrôlés régulièrement. Une mesure annuelle des rejets en poussières issus des séchoirs n° 1, n° 2 et n° 3 ainsi que de l'installation de manutention après le filtre à manches sera réalisée. Cette mesure sera effectuée par un organisme agréé, en période de fonctionnement maximal de ces installations.» ;

- dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1998 susvisé qui veulent que : *« Les eaux pluviales provenant du site devront avant rejet avoir une teneur en hydrocarbures totaux mesurée selon La norme NFT 90-114 inférieure à 10 mg/l. ».*

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Séléstat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARMBRUSTER, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de RICHTOLSHEIM.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

